

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION

de la

COMPTABILITE PUBLIQUE

BUREAUX B2 et C3

Numéros dans les séries spéciales :

108 TM      45 TOM      14 BA

INSTRUCTION N° 58-126 - B 1  
du 23 JUIN 1958

Classement

B 1

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

n° ..... du .....

REMUNERATION DES FONCTIONNAIRES ET AGENTS ASSIMILES  
EN CONGE DE MALADIE

CALCUL DE L'INDEMNITE DE RESIDENCE

DOCUMENTS A ANNOTER

- Circulaire 1770 CP du 8 octobre 1956 (B.S.T. 32 R) complétée,
- Instruction n° 58-75 B 1 du 24 mars 1958 complétée.

La circulaire interministérielle (Budget - Fonction Publique) n° 407 F.P. - F 1 - 34 du 7 mai 1958 relative au paiement de l'indemnité de résidence aux fonctionnaires en congé de maladie (J.O. du 11 mai 1958, page 4569) à laquelle les Comptables sont invités à se reporter rappelle, dans sa première partie, les conditions dans lesquelles doivent être servis l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement aux agents placés en congé de longue durée à demi-traitement.

Il est fait observer que les Comptables ont déjà été informés de cette disposition, en ce qui concerne l'indemnité de résidence, par la circulaire 1770 CP du 8 octobre 1956 (B.S.T. 32 R).

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGS	PGS	TPG	DOM	S I A	TGA	TGM	TGT	RFA
TOM	CLV	PY	TGS	PGA	BA	EPA	ACD	

Dans sa deuxième partie, la circulaire susvisée du 7 mai 1958 modifie, dans un but d'unification, certains points de la circulaire interministérielle du 19 juillet 1948 (*J.O.* du 25 juillet) sur le régime de l'indemnité de résidence en stipulant qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1958 cette indemnité doit être versée intégralement aux fonctionnaires placés en congé de maladie à demi-traitement (qu'il s'agisse de congé ordinaire ou de congé de longue durée) ou mis d'office en disponibilité rémunérée, ainsi qu'à certains agents non titulaires de l'Etat. Elle complète à cet égard l'Instruction n° 58-75 B 1 du 24 mars 1958.

Les dispositions de la circulaire du 7 mai 1958 sont applicables :

- à l'indemnité de résidence servie aux aides-temporaires du Trésor qui sont gérés, au point de vue rémunération proprement dite, comme les auxiliaires régis par le décret du 19 avril 1946;
- à l'indemnité résidentielle de cherté de vie et au supplément familial de traitement attachés à la solde, versés aux fonctionnaires de l'Etat servant Outre-Mer, et aux cadres généraux de la France d'Outre-Mer.

Ces précisions sont données après accord de la Direction du Budget et du Ministère de la France d'Outre-Mer.

\*\*

D'autre part, il est précisé que la circulaire du 7 mai 1958 n'apporte pas de modifications aux dispositions des alinéas 3 et 4 de l'article 19 du décret n° 47-1456 du 5 août 1947 concernant le versement de l'indemnité de résidence en cas de congé de longue durée. Le troisième alinéa pose la règle que « ceux des fonctionnaires qui percevaient une indemnité de résidence au moment où ils sont placés en congé, en conserveront le bénéfice dans son intégralité s'il est établi qu'eux-mêmes, leurs conjoints ou leurs enfants à charge continuent à résider dans la localité où les dits fonctionnaires exerçaient leurs fonctions ». Quant au quatrième alinéa il prévoit que dans le cas où les intéressés ne réuniraient pas les conditions exigées pour bénéficier de la disposition précédente, c'est-à-dire si, ni le fonctionnaire, ni le conjoint, ni les enfants ne continuent à résider dans la localité d'exercice des fonctions, ils pourront néanmoins percevoir une indemnité de résidence. Celle-ci, qui ne pourra en aucun cas être supérieure à celle que les agents percevaient lorsqu'ils étaient en fonctions, sera la plus avantageuse des indemnités afférentes aux localités où eux-mêmes, leurs conjoints ou les enfants à leur charge résident habituellement depuis la date de mis en congé.

Ces dispositions ont donné lieu à des divergences d'interprétation lorsque les fonctionnaires placés en congé de longue durée, leurs conjoints et leurs enfants à charge résident, après la mise en congé, dans des localités classées dans des zones d'abattement de salaire différentes de celle de la localité d'exercice des fonctions.

Les différents cas d'application peuvent se ramener aux trois situations suivantes qui seront successivement examinées :

- 1° Le fonctionnaire et les membres de sa famille (conjoint, enfants) résident, après la mise en congé, soit dans la même localité, soit dans des localités différentes qui sont classées dans des zones dont le taux d'abattement est plus élevé que celui de la zone comprenant la résidence de fonctions.

L'indemnité de résidence n'est plus servie au taux en vigueur dans la localité où s'exerçaient les fonctions de l'intéressé, mais au taux afférent à la localité où habitent le fonctionnaire et les membres de sa famille. Si la famille est séparée, ses membres résidant alors dans diverses localités, la dite indemnité doit être liquidée aux taux en vigueur dans la localité située dans la zone d'abattement la plus avantageuse, soit celle du fonctionnaire lui-même, soit celle du conjoint, soit celle des enfants :



**EXEMPLE :**

- la résidence de fonctions est située dans la zone : 2,22 %
- le fonctionnaire, pendant le congé, réside dans une localité située en zone : 6,66 %
- le conjoint ou les enfants habitent pendant le congé dans une localité située en zone : 4,45 %.

L'indemnité de résidence doit être attribuée au taux le plus avantageux qui est celui correspondant à la zone 4,45 %.

- 2° Le fonctionnaire et les membres de sa famille (conjoint, enfants) résident, après la mise en congé, soit dans la même localité, soit dans des localités différentes qui sont classées dans des zones dont le taux d'abattement est moins élevé que celui de la zone comprenant la résidence de fonctions.

L'indemnité de résidence continue à être servie au taux en vigueur dans la localité où s'exerçaient les fonctions de l'intéressé.

**EXEMPLE :**

- la résidence de fonctions est située dans la zone : 6,66 %
- le fonctionnaire réside pendant le congé dans une localité située dans la zone : 4,45 %
- le conjoint ou les enfants habitent pendant le congé dans une localité située dans la zone : 2,22 %.

L'indemnité de résidence doit être attribuée au taux en vigueur dans la zone 6,66 %.

- 3° Après la mise en congé, le fonctionnaire réside, pour sa part, dans une localité classée dans une zone dont le taux d'abattement est plus élevé que celui de la zone comprenant la résidence de fonctions et à l'inverse, sa famille (conjoint, enfants) habite, dans une localité dont le taux d'abattement de zone est moins élevé que celui de la résidence de fonctions.

L'indemnité de résidence continue à être servie au taux en vigueur dans la localité où s'exerçaient les fonctions de l'intéressé.

**EXEMPLE :**

- la résidence de fonctions est située dans la zone : 4,45 %
- le fonctionnaire réside, pendant le congé, dans une localité située dans la zone : 8 %
- le conjoint ou les enfants habitent, pendant le congé, dans une localité située dans la zone : 0 %.

L'indemnité de résidence continue à être servie au taux en vigueur dans la zone 4,45 %.

La solution retenue doit être la même si, à l'inverse de l'exemple choisi, c'est le fonctionnaire qui réside, pendant le congé, dans la zone 0 % et le conjoint ou les enfants qui habitent dans la zone 8 %.

Les dispositions du quatrième alinéa de l'article 19 du décret du 5 août 1947 qui viennent d'être commentées ne s'appliquent qu'aux fonctionnaires en position de congé de longue durée et ne doivent pas être étendues aux autres cas dans lesquels un congé statutaire est octroyé pour raison de santé. En conséquence pour les agents placés en congé ordinaire de maladie ou mis d'office en disponibilité rémunérée pour raison de santé, l'indemnité de résidence doit continuer à leur être servie d'après les taux en vigueur dans la résidence de fonctions, même si pendant la durée de ce congé ou de cette mise en disponibilité les intéressés résident dans une localité classée dans une zone d'abattement différente.

*Pour le Directeur de la Comptabilité Publique  
et par délégation,*

*Le Chef de Service :*

R. VERON.

=====

DIFFUSION  
G